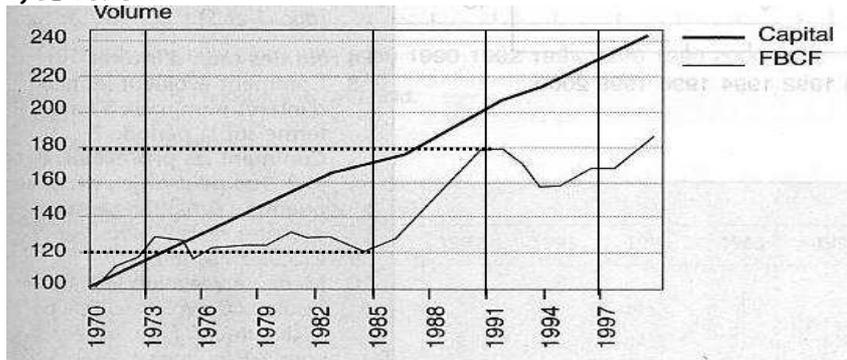


Éléments de correction du TM1 - TES2 Koeberlé - décembre 2006

Corrigé du Nouveau manuel de SES, La Découverte « Guide du professeur », pages 78-82

1) LE CONSTAT

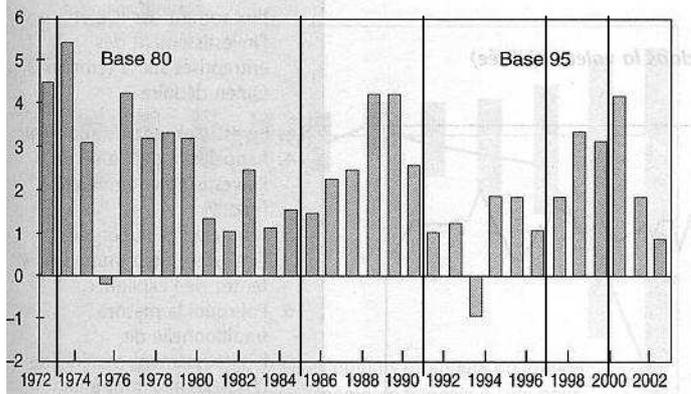


Q1 : PERIODISATION :

- 1970-1973 : croissance de l'inv
- 1973-1985 : stagnation
- 1985-1991 : reprise
- 1991-1997 : chute puis stagnation
- 1997-2000 : reprise
- 2000-... : baisse

1 point

2) CROISSANCE ECONOMIQUE ET EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT



$$(180-120)/120 \times 100 = + 50\% \text{ sur 6 ans.}$$

$$\text{TCAM} : + 50\% \Leftrightarrow \times 1,5$$

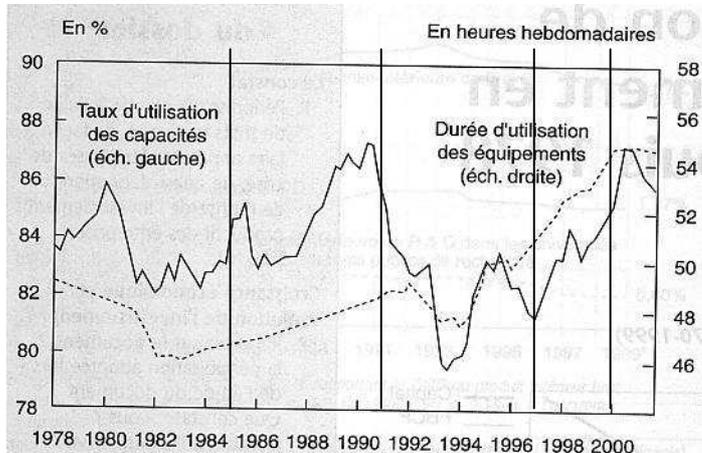
$$1,5^{1/6} = 1,0699$$

$$1,0699 - 1 = 0,0699 \times 100 = 6,99\% \cong + 7\%/\text{an en moyenne de 1985 à 1991.}$$

Q2 : Les phases d'accélération de la croissance du PIB correspondent aux phases de croissance de l'investissement, et inversement. La croissance stimule l'investissement (accélérateur). Ainsi, durant la période 1986-1990, la croissance du PIB passe de 2% à 4% l'an, tandis que l'investissement croît sur cette même période à un rythme annuel moyen d'au moins 7.2%. L'investissement stimule également la croissance (multiplicateur).

2 points

3) DEGRE D'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION, DUREE D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS ET EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS



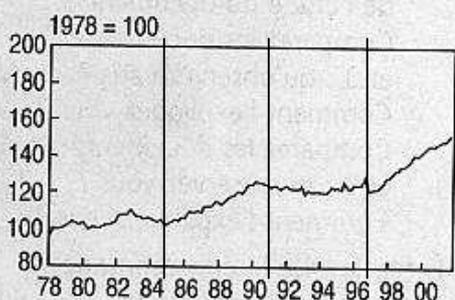
Q3 : Les périodes de ralentissement de la croissance du PIB s'accompagnent d'une baisse du taux d'utilisation des capacités de production (ralentissement de la demande). Inversement, la reprise conduit les entreprises à utiliser les capacités inemployées avant d'investir.

Les périodes de réduction de l'utilisation des capacités de production sont des périodes de stagnation et/ou de chute de l'investissement. Face à une réduction de leurs débouchés, les entreprises n'ont aucun intérêt à produire davantage. Elles n'utilisent pas l'intégralité de leurs capacités de production et n'ont donc aucune raison d'investir.

2 points

4) EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ET DE L'INVESTISSEMENT

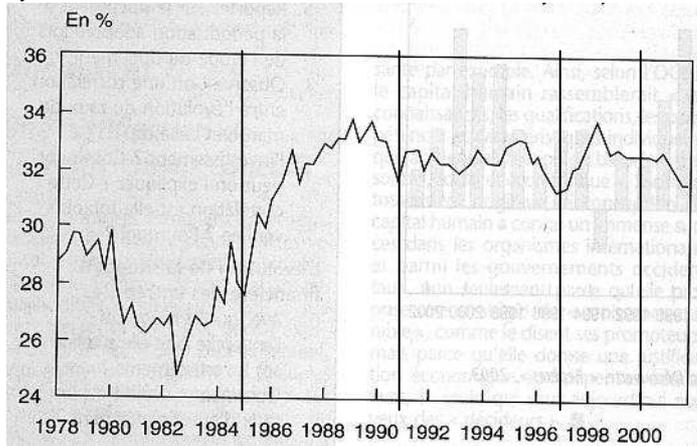
Consommation des ménages



Q4 : Stagnations de l'investissement et de la consommation vont de pair. De même, la reprise de la consommation s'accompagne de celle de l'investissement. La consommation est la principale composante de la demande : lorsque celle-ci augmente, les entreprises ajustent à la hausse leurs capacités de production. Si celles-ci sont insuffisantes pour y répondre, les entreprises investissent.

2 points

5) LE ROLE DES PROFITS

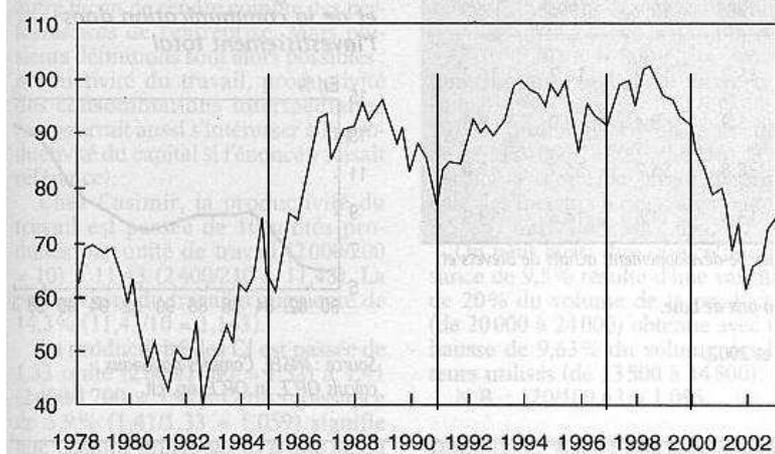


Q5 : A priori, on devrait constater la corrélation suivante : faible taux de marge et faible investissement. Ceci semble vérifié de 1978 à 1991. En effet, de 1978 à 1985, le niveau du taux de marge est faible et le niveau des investissements stagne. De 1985 à 1991, le taux de marge s'élève fortement et on assiste à une reprise de l'investissement. Toutefois, la relation est loin d'être automatique. Alors que le taux de marge reste stable et à un niveau élevé depuis 1991, l'investissement a une évolution beaucoup plus erratique : forte chute entre 1991 et 1994, reprise importante entre 1997 et 2000, et nouvelle diminution depuis 2000.

Si les profits sont une condition nécessaire à l'investissement, ils ne constituent pas une condition suffisante. **3 points**

6 ET 7) L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES

Taux d'autofinancement des sociétés (épargne brute/investissement, en %)



Q6 : Pour autofinancer ses investissements, l'entreprise utilise son épargne, c'est-à-dire ce qui lui reste du profit compte tenu des impôts directs (impôts sur les bénéfices), des revenus de la propriété versés (dividendes, intérêts) et des revenus de la propriété qu'elle a reçu parce qu'elle possédait des titres ou avait prêté.

Taux d'autofinancement = épargne / FBCF

Un taux inférieur à 100% signifie que l'épargne de l'entreprise ne permet pas de financer l'intégralité de ses investissements. Dans cas, elle a un besoin de financement (recours à l'emprunt ou à l'émission de titres).

Un taux supérieur à 100% signifie que l'épargne permet à l'entreprise de financer l'intégralité de ses investissements sans être utilisée dans sa totalité. Dans ce cas elle a une capacité d'autofinancement (placements financiers, désendettement). **2 points**

Q7 : Après une forte dégradation jusqu'en 1982, on observe une reconstitution des profits des entreprises qui se maintiennent à un haut niveau depuis 1998. Cette évolution est liée à la mise en place dans la durée d'une politique de rigueur (1983 : désindexation des salaires aux prix, encadrement du crédit, réduction des dépenses publiques) qui a contribué à inverser le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires. **2 points**

8) LE ROLE DES TAUX D'INTERET

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Taux d'intérêt nominal	10.4	9.5	9	7	7.5	7.7	6.5	5.7	4.6	4.1	4.2
Variation annuelle de l'IPC	3.4	3.2	2.4	2.1	1.7	1.7	2.0	1.2	0.7	0.5	1.3
Q9 : Taux d'intérêt réel	7.0	6.3	6.6	4.9	5.8	6.0	4.5	4.5	3.9	3.6	2.9

La diminution des taux d'intérêt réel ne devient significative qu'après 1997. Dans la première moitié des années 1990, la politique monétaire imposée par la

logique européenne (hausse des taux d'intérêt pour rendre le crédit plus coûteux et ainsi réduire la création monétaire des banques de second rang et *in fine* l'inflation) a maintenu les taux d'intérêt nominaux à un niveau relativement élevé. La première moitié des années 1990 correspond aussi à une forte crise de l'investissement. En revanche, à partir de 1997, les investissements reprennent en même temps que les taux d'intérêt nominaux et réels chutent. On peut penser qu'il existe a priori une relation entre taux d'intérêt et investissement, mais cette affirmation est délicate à soutenir puisque la fin des années 1980 et 1990, 1991 et 1992 correspond à la fois à un investissement dynamique et à des taux d'intérêt réels considérables. **Q8 & 10 3 points**

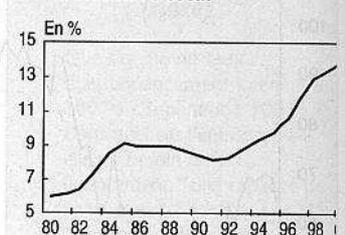
9) LES INVESTISSEMENTS IMMATERIELS (Q14 : R&D, formation, logiciels...)

%	1974	1985	1995	1999
Invt mat / VA	18.1	15.2	16.2	16.2
Invt immat / VA	3.8	5.9	9.0	7.8
Invt immat / invt mat	21.2	38.8	55.7	48.0
R&D / invt mat	8.0	13.0	14.6	13.9

Q15 : La part des investissements immatériels dans la valeur ajoutée a doublé entre 1974 et 1999 (+7,8% en 1999). Les investissements immatériels représentent désormais près de la moitié des investissements matériels. Plus du quart de ces investissements immatériels sont consacrés à la recherche-développement. La recherche et le marketing deviennent des éléments stratégiques et incontournables dans une économie mondialisée où la concurrence et la course à l'innovation s'intensifient. Par ailleurs, l'utilisation des nouvelles technologies et la

nécessité d'augmenter la productivité imposent une élévation de la qualification des salariés et donc des dépenses de formation. **3 points**

Part des investissements en technologie de l'information et de la communication dans l'investissement total



Q16 : Bien que depuis peu la mesure de la FBCF incorpore les dépenses de logiciels, les autres composantes de l'investissement immatériel ne sont pas comptabilisées. Or ces dépenses d'investissement immatériel ont augmenté plus rapidement que l'investissement matériel (48% de l'investissement matériel aujourd'hui contre 21% en 1974). Une chute de la FBCF ne signifie pas forcément une diminution de l'effort d'investissement, si tant est que l'on considère les dépenses d'investissement immatériel comme des investissements et non comme des consommations intermédiaires.